Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

# Des témoins affirment que la CIA a espionné Assange et ses avocats

Par Mike Head
Mondialisation.ca, 23 janvier 2020
wsws.org 22 janvier 2020

Région : États-Unis, L'Europe
Thème: Désinformation médiatique, Loi et Justice, Services de renseignements

Un tribunal espagnol a entendu de nouvelles preuves détaillées selon lesquelles la CIA a systématiquement et illégalement enregistré des conversations d'Assange. Le fondateur de WikiLeaks discutait avec ses avocats et tous ses autres visiteurs. La CIA a profité des sept ans pendant lesquels Assange était bloqué à l'intérieur de l'ambassade de l'Équateur à Londres. En avril dernier il était traîné dehors et arrêté une fois que l'Équateur avait illégalement annulé son asile politique. La police britannique l'avait arrêté afin de permettre aux États-Unis de demander son extradition.

Le journal espagnol *El País* l'a rapporté avant-hier. Trois personnes qui travaillaient pour la société de sécurité espagnole UC Global S.L. ont témoigné, en tant que témoins protégés, devant la Haute Cour d'Espagne, l'Audencia Nacional. Ils ont confirmé que le chef de la société, David Morales, a remis les documents de surveillance à la CIA.



*Julian Assange, fondateur de WikiLeaks [Crédit : AP Photo/Matt Dunham]*

Ce témoignage est une autre révélation dévastatrice de la conspiration politique menée depuis une décennie contre Assange par les gouvernements américain, britannique et australien, et leurs collaborateurs en Suède et en Équateur. L'impérialisme américain et ses alliés veulent le réduire au silence à vie. Son crime était d'avoir publié des centaines de milliers de documents qui mettent à nu les crimes de guerre et autres activités criminelles des États-Unis et de leurs alliés dans le monde entier. Ils sont tout aussi désespérés d'empêcher d'autres fuites accablantes par des leveurs d'alerte et des journalistes

courageux alors qu'ils préparent de nouvelles guerres, des assassinats et des coups d'État.

Les déclarations des témoins confirment également l'extraordinaire mesure dans laquelle ces gouvernements ont piétiné les droits juridiques et démocratiques d'Assange, y compris la protection fondamentale et précieuse de la confidentialité entre avocat et client. À elle seule, cette preuve exige que les tribunaux rejettent l'affaire d'extradition américaine pour cause d'illégalité.

Selon les preuves fournies par les témoins — vidéos, bandes audio et dizaines de courriels — l'opération de surveillance était considérable. En particulier, ils ont filmé et enregistré les réunions d'Assange avec son équipe juridique. Cela permet à la CIA d'obtenir des éléments pour tenter d'incriminer Assange. Aussi cela leur permet d'identifier les preuves et les arguments juridiques que son équipe rassemblerait contre toute poursuite en vertu de la loi américaine sur l'espionnage.

Sur ordre exprès de Morales, la société de sécurité a photographié les passeports de tous les visiteurs d'Assange, a démonté leurs téléphones portables, a téléchargé le contenu de leurs iPads, a pris des notes et a établi des rapports sur chaque réunion. Ils ont également espionné les diplomates équatoriens qui travaillaient à l'ambassade de Londres.

Morales, un ancien officier militaire espagnol est poursuivi en Espagne, après qu'on l'avait accusé en octobre d'atteinte à la vie privée, de corruption et de blanchiment d'argent. Sa société s'est faite officiellement engager par le gouvernement équatorien pour assurer la sécurité de l'ambassade, mais cela est devenu une couverture pour une opération d'espionnage contre Assange.

Selon *El País*, deux des témoins ont confirmé qu'en décembre 2017, Morales a ordonné aux travailleurs de changer les caméras de surveillance de l'ambassade et de les remplacer par d'autres pouvant capter l'audio. À partir de ce moment, ils ont surveillé les conversations entre Assange et ses avocats, même dans les toilettes pour femmes qu'Assange et son équipe juridique ont utilisées pour tenter d'éviter les écoutes illégales.

Au cours de ces rencontres avec ses avocats, Assange a préparé sa défense juridique. Le citoyen australien fait face à des accusations inventées de toutes pièces en vertu de la loi américaine sur l'espionnage qui prévoit des peines d'emprisonnement de 175 ans au total. En attendant l'audience d'extradition, qui doit commencer la dernière semaine de février, il a également reçu des sédatifs et s'est vu refuser un traitement médical adéquat, ce qui met sa vie en danger.

*El País* a indiqué que les trois déclarations de témoins décrivaient toutes les phrases que Morales utilisait avec ses employés les plus dignes de confiance, faisant référence à la collaboration d'UC Global avec les services secrets américains. Parmi celles-ci «Nous jouons en première division»; «Je suis passé du côté obscur»; «Ceux qui contrôlent sont les amis américains»; «Le client américain»; «Les amis américains me demandent de confirmer»; «L'Amérique du Nord nous obtiendra beaucoup de contrats dans le monde entier»; et «les services secrets américains».

Les enregistrements des caméras installées dans l'ambassade ont été extraits du disque dur tous les 15 jours — ainsi que les enregistrements des microphones placés dans les extincteurs — et livré personnellement à Morales au siège de UC Global, situé à Jerez de la Frontera dans le sud de l'Espagne.

Morales se rendait aux États-Unis une ou deux fois par mois, prétendument pour remettre le matériel aux «Américains». Morales avait également installé des serveurs informatiques exploités à distance qui collectaient les informations obtenues illégalement, et auxquels on pouvait accéder depuis les États-Unis.

Les témoins ont déclaré que le matériel sur Assange avait été remis à la CIA par un membre du service de sécurité de Sheldon Adelson. Ce dernier est le propriétaire du casino et de la société de villégiature Las Vegas Sands Corporation. Adelson est un ami du président américain Donald Trump et un important donateur du Parti républicain.

L'année dernière, un autre journal espagnol, *La Repubblica*, a obtenu des dossiers qui prouvent l'opération d'espionnage de la société UC Global, notamment sur les médecins, les journalistes, les politiciens et les célébrités qui ont visité Assange. UC Global a compilé des profils sur l'avocate d'Assange basée à Londres, Jennifer Robinson, et le chef de son équipe juridique en Espagne, Baltasar Garzon. Les séquences vidéo et audio montrent, entre autres, un Julian Assange à moitié nu lors d'un examen médical. Aussi, il y a une séquence où deux de ses avocats, Gareth Peirce et Aitor Martinez, entrent dans les toilettes des femmes pour une conversation privée avec leur client.

L'extradition et la poursuite d'Assange constituent une attaque historique contre les principes démocratiques fondamentaux consacrés depuis des centaines d'années par le droit constitutionnel et la common law, notamment aux États-Unis et en Grande-Bretagne.

L'équipe juridique d'Assange a déjà présenté des preuves démontrant la nature manifestement politique de la persécution d'Assange, y compris des documents relatifs à Chelsea Manning, l'ancien soldat emprisonné indéfiniment pour tenter de la forcer à témoigner contre Assange. Ils ont également soumis des déclarations publiques de politiciens américains dénonçant Assange et WikiLeaks qui compromettent toute perspective de procès équitable, ainsi que des preuves relatives à des abus de procédure, à des conditions de détention excessives et au refus de traitements médicaux.

Dans toute procédure pénale, la preuve que l'accusation a enregistré illégalement des conversations entre l'accusé et ses avocats entraînerait un vice de procédure. Par conséquent il y aurait: l'abandon des accusations, la libération de l'accusé et la radiation de l'affaire et l'éventuelle poursuite de toutes les personnes impliquées.

En 1973, le lanceur d'alerte Daniel Ellsberg — tout comme Assange — a été poursuivi en vertu de la loi sur l'espionnage pour avoir divulgué des documents au *New York Times* et au *Washington Post*. Les documents du Pentagone ont révélé comment le gouvernement américain avait pendant des années menti au public afin d'étendre la guerre du Vietnam. Cette guerre avait conduit à la mort de trois millions de Vietnamiens et de 55.000 soldats américains. Leur publication a déclenché une explosion de la colère du public et a alimenté les manifestations contre la guerre.

Pendant le procès d'Ellsberg, les «plombiers» du président Richard Nixon ont pénétré par effraction dans le bureau du psychiatre d'Ellsberg et ont mis son téléphone sur écoute. Dans cette affaire, le juge William Matthew Byrne a jugé que la surveillance avait «incurablement infecté l'accusation» et a rejeté les accusations, libérant ainsi Ellsberg.

Mais l'enjeu se trouve encore plus important dans le cas d'Assange. Car WikiLeaks a contribué à mettre au jour les crimes beaucoup plus graves commis par les États-Unis et

leurs partenaires, dont la Grande-Bretagne et l'Australie. De plus, le piétinement des droits légaux et démocratiques a progressé bien davantage depuis les années 1970. Alors que la classe dirigeante américaine a de plus en plus recours à l'agression militaire pour tenter de surmonter l'érosion et le déclin de son hégémonie économique mondiale qu'elle a affirmés après la Seconde Guerre mondiale.

Les appels moraux lancés aux politiciens ne mettront pas fin à cette parodie, et encore moins à la motivation sous-jacente de l'impérialisme américain. La lutte pour défendre les droits démocratiques et arrêter la dérive mondiale vers la dictature et la guerre nécessite un mouvement de masse. La nouvelle année a commencé avec la reprise des luttes capitales de la classe ouvrière dans le monde entier contre les mesures d'austérité des gouvernements, les inégalités sociales, les catastrophes écologiques et la guerre. C'est la force qui doit être mobilisée, contre le capitalisme, afin de libérer Assange et Manning.

Mike Head

Article paru d'abord en anglais, WSWS, 22 janvier 2020

La source originale de cet article est wsws.org
Copyright © Mike Head, wsws.org, 2020

---

*Articles Par :* Mike Head

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca